

Monsieur le Président, ce n'est pas crédible pour le gouvernement de dire que . . . et je termine, monsieur le Président, . . . ce n'est pas crédible pour le gouvernement de dire que tout le monde doit payer pour le déficit, pour le gaspillage des dernières années en même temps qu'il distribue ce fardeau de façon très injuste.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je trouve un peu étonnante la façon dont le gouvernement continue à ignorer les cris de la population et le fait que le gouvernement continue à nous demander à nous, les députés de l'opposition, d'accepter le projet de loi ayant trait au financement du gouvernement sans même nous donner la chance d'analyser les dépenses qui sont actuellement faites par le gouvernement.

Monsieur le Président, si nous avons une «petite affaire», évidemment, c'est une «petite affaire», pour le gouvernement qui dépense à coups de milliards de dollars, mais ce n'est pas une «petite affaire» pour les chômeurs du pays. Mais on sait que ce gouvernement a coupé le budget de 200 millions de dollars sur le dos des jeunes et vieux chômeurs du Canada.

[Traduction]

En arrivant dans mon bureau de circonscription à Hamilton ce matin, j'ai trouvé une pile de demandes concernant le prétendu programme emploi d'été/expérience de travail, la réponse des conservateurs à la création d'emplois au Canada. Ces demandes étaient accompagnées d'une petite note du ministère me signalant que j'avais littéralement six heures pour déterminer s'il s'agissait ou non d'un projet valable qui serait utile à l'économie canadienne et qui contribuerait à aider et à éduquer notre jeunesse.

Je tiens à dire aux députés que quand je vois le gouvernement parler de sa nouvelle formule de création d'emplois et qu'on vient me consulter sur littéralement des douzaines de demandes présentées par Dairy Queen, j'ai du mal à croire que c'est la nouvelle forme de privatisation du Canada. Je n'ai rien contre Dairy Queen. Quand je faisais mes études, j'ai eu l'occasion d'avoir un emploi chez Dairy Queen. Mais nous voyons les mêmes députés gouvernementaux prendre tous les jours la parole à la Chambre des communes pour justifier les coupes, le massacre quasiment du programme Katimavik. C'était un programme qui s'adressait aux jeunes de tout le pays. Le gouvernement l'a sabré sous prétexte qu'il coûtait dix millions de dollars. Je trouve que c'est scandaleux.

Je suis heureuse de voir que le député de Burlington (M. Kempling) est présent. J'ai aussi reçu une note, et je pense que le public devrait être informé sur ce prétendu programme de création d'emplois, me disant que le député de Burlington avait annoncé cette semaine l'octroi d'une subvention de \$38,515 pour former deux chômeurs, l'un comme adjoint de chenil et l'autre comme agent d'enregistrement des animaux. Cette annonce est parue dans le *Burlington Post* du dimanche 2 mars. C'est une grande annonce, qui s'inscrit dans le nouveau programme de création d'emplois du gouvernement.

En gros, cette annonce concerne une dépense de plus de \$17,000 par emploi pour la création d'un poste d'employé de fourrière et d'un poste de commis à l'enregistrement. Et cela à un moment où les députés gouvernementaux ont l'audace de venir prétendre à la Chambre que le programme Katimavik ne présentait aucun intérêt alors qu'il s'adressait à des jeunes chômeurs auxquels il permettait d'acquérir une expérience de

Pouvoir d'emprunt—Loi

travail dans tout le pays. Mais voilà que le gouvernement accouche de près de \$38,000 pour engager un agent de chenil. Le gouvernement mélange complètement les priorités.

Je me rends compte que cela ne devrait pas tellement me préoccuper. Je ne peux pas croire qu'on nous demande aujourd'hui de voter un projet de loi portant pouvoir d'emprunt qui aurait pour effet de donner des milliards de dollars à un gouvernement qui se préoccupe de privatiser et de supprimer les emplois. Le rapport du groupe Nielsen a eu raison de signaler le cadeau de 16 milliards accordé aux sociétés. Ces dernières ont évidemment de quoi se réjouir. Le gouvernement leur accorde des concessions aux frais des contribuables. En ce qui concerne les nouveaux programmes gouvernementaux, le groupe d'Oshawa a demandé des programmes de création d'emplois d'été dans toute la province de l'Ontario afin de pouvoir apprendre aux gens à garnir les étagères des épiceries. Le gouvernement abolit Katimavik et oblige un sénateur à l'implorer à genoux dans l'antichambre du Sénat pendant . . .

● (1550)

Des voix: Oh, oh!

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre.

Mme Copps: . . . pendant qu'il dit au public qu'il faut payer le groupe d'Oshawa afin qu'il puisse montrer aux gens comment garnir les étagères des épiceries.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Arrêtez de faire l'enfant.

Mme Copps: Le député d'Ottawa-Carleton (M. Turner) me demande d'arrêter de faire l'enfant. S'il s'intéresse à la création d'emplois pour les jeunes, il ferait mieux de regarder ces programmes de plus près . . .

M. Turner (Ottawa-Carleton): Nous en avons fait davantage pour les gens que vous en 20 ans.

Mme Copps: . . . ces programmes qui sont censés refléter la nouvelle façon conservatrice d'aborder la privatisation. Je constate que Dairy Queen, 7-Eleven ou un autre conglomérat multinational obtiendra des centaines d'emplois qui seront payés par les contribuables afin que des gens puissent travailler pour \$4 de l'heure ou le salaire minimum, étant donné que le programme gouvernemental prévoit qu'il faut payer le salaire minimum. Nous embaucherons des gens pour travailler comme vendeurs dans des magasins. Si les Canadiens pouvaient examiner ces programmes de création d'emplois qu'on a jetés sur mon bureau en me laissant environ six heures pour les examiner . . .

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'est tout ce que j'ai eu.

Mme Copps: C'est tout ce que vous avez eu. Je voudrais demander à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) pourquoi elle fait semblant de consulter les députés au sujet de centaines et même de milliers de projets pour pouvoir les annoncer à la Chambre alors qu'il n'y a eu aucune planification. Elle nous a accordé environ deux semaines. La première lettre que je lui ai adressée au sujet du nouveau programme Défi 85 a obtenu une réponse vers le 28 février et on m'accordait alors sept jours environ pour communiquer avec tous les employeurs de ma circonscription afin qu'ils puissent profiter de ces programmes.

A mon avis, il y a là quelques bons programmes privés. Certains employeurs du secteur privé ont pris le temps d'analyser et de mettre sur pied un programme dont les travailleurs